

Luxembourg, le 30 SEP. 2015

Monsieur Marc Fischbach
Madame Colette Flesch
Monsieur Romain Schintgen

Membres du comité d'éthique

à

Monsieur le Premier ministre
Ministre d'État

Objet : **Avis du comité d'éthique par rapport à l'interprétation de certaines dispositions de l'arrêté grand-ducal du 14 novembre 2014 fixant les règles déontologiques des membres du Gouvernement et leurs devoirs et droits dans l'exercice de la fonction**

Monsieur le Premier ministre,

Par lettre du 5 août 2015 et conformément à l'article 6 (3) de l'arrêté grand-ducal du 14 novembre 2014 fixant les règles déontologiques des membres du Gouvernement et leurs devoirs et droits dans l'exercice de la fonction, vous aviez saisi le comité d'éthique afin de solliciter son avis sur l'interprétation de certaines dispositions de l'arrêté précité.

Les membres du comité d'éthique ayant siégé en date du 14 septembre 2015, nous vous prions de trouver ci-dessous un exposé de la position du comité (ainsi que certaines propositions de texte) par rapport aux trois points relevés dans votre courrier :

1. Cadeaux purement symboliques reçus par un membre du Gouvernement lors d'un événement public

Les membres du comité d'éthique sont d'avis que si un membre du Gouvernement reçoit à l'occasion d'un événement public un cadeau purement symbolique (bouquet de fleurs, corbeille de fruits, deux ou trois bouteilles de vin,...), il s'avère inutile et exagéré d'en informer le Premier ministre et d'inscrire les informations y relatives dans le registre tenu par le service du Protocole du Premier ministre. En effet, de telles attentions constituent une marque normale et habituelle de courtoisie et ne sauraient être interprétées comme une éventuelle tentative d'influence.

Dans une optique de simplification de la procédure, les membres du comité d'éthique proposent ainsi d'exclure de tels objets de l'obligation de déclaration au Premier ministre et de l'inscription au registre.

Il convient donc de modifier l'article 18 de l'arrêté grand-ducal du 14 novembre 2014 fixant les règles déontologiques des membres du Gouvernement et leurs devoirs et droits dans l'exercice de la fonction qui, dans son état actuel, ne permet pas de déroger à l'obligation de déclaration au Premier ministre et d'inscription au registre, quels que soient les objets reçus et aussi insignifiants qu'ils soient, l'article visant les « cadeaux [...] acceptés conformément aux articles 15 et 16 ».

Ainsi, les membres du comité d'éthique proposent de modifier le texte de l'article 18 de l'arrêté grand-ducal précité de manière à exclure expressément ces cadeaux du champ d'application.

Le comité d'éthique propose de compléter le dispositif actuel par le texte suivant: « Cette disposition (*l'article 18*) ne s'applique pas aux cadeaux reçus lors d'événements publics dans la mesure où ils ne dépassent pas la valeur de 100 euros ».

Par ailleurs, les membres du comité d'éthique se rallient à la motivation du Premier ministre telle qu'indiquée dans sa lettre du 5 août 2015.

2. Cadeaux reçus par un membre du Gouvernement à l'occasion des fêtes de fin d'année

Les cadeaux remis aux membres du Gouvernement par des personnes ou entités privées à l'occasion des fêtes de fin d'année sont souvent d'une valeur plus substantielle et ne sont pas toujours envoyés aux sièges des départements ministériels mais au domicile privé des membres du Gouvernement.

Étant donné qu'il y a un certain manque de transparence et qu'une telle attention peut constituer une éventuelle tentative d'influence, les membres du comité d'éthique préfèrent ne pas toucher à la disposition actuelle et continuer à soumettre les cadeaux offerts par des personnes ou entités privées à l'obligation de déclaration au Premier ministre et d'inscription au registre.

Concernant les cadeaux qui sont remis à un membre de Gouvernement par une personne ou entité publique, nationale ou étrangère, les membres du comité d'éthique proposent, par contre, de les exclure du champ d'application de l'article 18.

S'agissant ici d'une pratique généralement reconnue et en conformité avec les usages de la courtoisie diplomatique, ces cadeaux ne sauraient être perçus comme une éventuelle tentative d'influence de sorte que l'obligation de déclaration au Premier ministre et de l'inscription au registre s'avère inutile.

Les membres du comité d'éthique proposent d'insérer à l'article 18 une disposition du type suivant :

« Les cadeaux conformes aux usages de courtoisie diplomatique qui sont remis à l'occasion des fêtes de fin d'année aux membres du Gouvernement par des personnes ou entités publiques, nationales ou étrangères, ne sont pas soumis aux formalités de déclaration au Premier ministre et d'inscription au registre tenu par le service du Protocole du Premier ministre ».

3. Offres d'hospitalité

Les membres du comité d'éthique font remarquer que les offres d'hospitalité reçues selon les règles de courtoisie diplomatique de la part des gouvernements étrangers ou institutions internationales à l'occasion de déplacements de travail (visites de travail, visites officielles, visites d'État) ne sont pas à considérer comme offres d'hospitalité au titre de l'arrêté grand-ducal du 14 novembre 2014.

Par conséquent, il convient de faire une distinction entre cadeaux et offres d'hospitalité et de prévoir dans l'article 18, au sujet de ces derniers, une disposition du type suivant :

« Les offres d'hospitalité conformes aux usages de courtoisie diplomatique lors de déplacements de travail (visites de travail, visites officielles, visites d'État) ne sont pas soumises à la formalité de l'inscription au registre tenu par le service du Protocole du Premier ministre ».

L'information du Premier ministre pourrait, le cas échéant, demeurer souhaitable.

Outre les considérations exposées ci-dessus, les membres du comité d'éthique se sont posés la question dans quel délai le registre tenu par le service du Protocole du Premier ministre sera mis en place et rendu public.

* * *

Dans l'espoir que le présent avis permettra de vous guider dans l'interprétation de l'arrêté grand-ducal sous rubrique, le comité d'éthique vous prie d'agréer, Monsieur le Premier ministre, l'expression de sa haute considération.

Le comité d'éthique

Marc Fischbach

Colette Flesch

Romain Schintgen



